

## NIGERIA

# «Revenez ou démissionnez», demandent les Nigériens au Président Buhari

**Des manifestants se sont réunis hier dans la capitale nigérienne d'Abuja pour demander le retour ou la démission du Président Muhammadu Buhari, toujours à Londres depuis trois mois pour des raisons médicales.**

Plusieurs dizaines de personnes, réunies par des associations de la société civile, ont bravé les fortes pluies et marché jusqu'à la Villa présidentielle avec des pancartes pour demander au chef de l'Etat de rentrer assumer ses fonctions.

«Revenez ou démissionnez: trop c'est trop», pouvait-on lire ou encore: «Si le Président Buhari ne peut pas rentrer au Nigeria après 90 jours d'absence, il doit démissionner de ses fonctions», «Buhari, où es-tu? Qu'est-ce qu'il t'arrive? Les Nigériens veulent de la transparence.»

M. Buhari, 74 ans, s'est rendu dans la capitale britannique le 7 mai dernier pour suivre des examens

médicaux, laissant le pouvoir entre les mains de son vice-président Yemi Osinbajo.

«Nous sommes ici aujourd'hui parce que notre président a abandonné son devoir», a expliqué à l'AFP Deji Adeganju, l'un des organisateurs.

«Non seulement il a disparu, mais en plus il continue à nous mentir. Cette année seulement, il été absent du pays pendant 144 jours», ajoute-t-il.

En effet, le Président nigérien s'était absenté une première fois en janvier avant de rentrer début mars. Il avait alors avoué «n'avoir jamais été aussi malade» et n'avait pas assisté à de nombreux conseils des



Muhammadu Buhari.

ministres avant de repartir sans préalable début mai.

Selon Bako Andul Usman, de l'association Campagne pour la Démocratie, une poignée de person-

ne profitent de l'absence prolongée de M. Buhari pour diriger eux-mêmes le pays en sous-main.

Seule une photo a été publiée, fin juillet, où M. Buhari apparaît souriant

au milieu d'une délégation de «gouverneurs et dirigeants» de son parti, le All Progressives Congress, venus lui rendre visite. Le silence autour de la santé de M. Buhari suscite de nombreuses spéculations sur l'aptitude du Président à gouverner et sur son éventuel successeur. Son entourage y répond par des avertissements cryptiques.

«Les hyènes et les chacals seront bientôt boutés hors du royaume», a écrit la première dame du Nigeria, Aisha Buhari, rentrée la semaine dernière de Londres où elle était au chevet de son mari. En 2010, l'ancien Président Umaru Musa Yar'Adua, après des mois de traitement à l'étranger, était mort en exercice. Le pays avait connu une crise politique et M. Buhari — alors dans l'opposition — avait demandé des comptes à la présidence sur l'état de santé du dirigeant nigérien.

Photo: DR

## SOUDAN DU SUD

# L'armée prend le principal bastion rebelle

**L'armée sud-soudanaise a pris la ville de Pagak (est), principal bastion des forces rebelles, après des semaines de combats ayant forcé des milliers de civils à quitter la zone, a-t-on appris hier auprès de l'armée et des rebelles.**

D'intenses combats opposant l'armée fidèle au Président Salva Kiir aux forces loyales au chef rebelle et ancien vice-président Riek Machar ont débuté début juillet dans cette région proche de l'Ethiopie.

Selon le porte-parole de l'armée sud-soudanaise (SPLA), Dickson Gatluak, des affrontements ayant eu lieu à Maiwut, au nord-ouest de Pagak, ont forcé les rebelles à se replier sur Pagak, leur bastion, que ces derniers ont finalement quitté «sans combattre» dimanche après-midi.

«Ce matin, vers 6h, nos forces sont entrées dans la ville et au moment où nous parlons, elles ont le

contrôle total de Pagak», a soutenu M. Gatluak. Un porte-parole des forces rebelles (SPLA-IO), le général William Gatjiah, a confirmé à l'AFP le retrait des troupes rebelles de Pagak, tout en assurant contrôler Maiwut et préparer une offensive pour reprendre la ville. «En ce moment, toutes nos forces encerclent Pagak.»

A la mi-juillet, le chef de la mission de l'ONU au Soudan du Sud, David Shearer, avait indiqué que les combats en cours aux alentours de Pagak avaient forcé 5 000 personnes à fuir vers l'Ethiopie voisine. Indépendant depuis juillet 2011, le Soudan du Sud a plongé en décembre 2013 dans une guerre civile qui a fait des

dizaines de milliers de morts et plus de 3,7 millions de déplacés. La prise de la ville par l'armée «est un coup symbolique important porté au mouvement rebelle», estime Alan Boswell, analyste indépendant spécialiste du Soudan du Sud. «Pagak a été le quartier général (de la rébellion) prati-

quement depuis le début du conflit, et si le conflit ne s'était pas étendu au niveau national, cela aurait pu signifier la fin de la guerre.»

Le conflit sud-soudanais oppose principalement les Dinka du Président Salva Kiir aux Nuer de Riek Machar. Mais de nombreux combats mettent

également aux prises à divers endroits du pays des milices aux intérêts souvent locaux. Riek Machar s'était exilé en Afrique du Sud en 2016 à l'issue de violents combats dans la capitale Juba, mais Pagak était malgré tout resté le principal bastion des rebelles.

## AFRIQUE DU SUD

# La motion de défiance contre Zuma sera votée à bulletins secrets

**Les députés sud-africains voteront à bulletins secrets la motion de défiance contre le chef de l'Etat Jacob Zuma, a annoncé hier la présidente du Parlement Baleka Mbete, une décision réclamée par l'opposition et fragilisant un Président contesté jusque dans son propre camp.**

«J'ai décidé que le vote de confiance au Parlement le 8 août 2017 se fera à bulletins secrets», a déclaré M<sup>me</sup> Mbete dans un point presse au Parlement au Cap.

Cette décision constitue une

surprise de la part de la présidente du Parlement, jusqu'à présent loyale au chef de l'Etat.

L'opposition réclamait un vote à bulletins secrets, convaincue de pouvoir «retourner» des députés du Congrès national africain (ANC, au pouvoir) s'ils n'ont pas la pression d'un vote à main levée.

Le Président Zuma est empêtré dans une série de scandales politico-financiers, qui ont fait éclater au grand jour des divisions au sein de l'ANC, inquiet des conséquences électorales de ce climat malsain.

Si la défiance était votée, le Président et le gouvernement

devraient démissionner.

Pour qu'elle soit entérinée, la défiance doit recueillir la majorité absolue, soit 201 députés sur les 400 que compte le Parlement. L'ANC y possède une confortable majorité de 249 sièges.

La Cour constitutionnelle, saisie par l'opposition, avait estimé le 22 juin que la présidente du Parlement avait les pouvoirs d'ordonner un vote de défiance à bulletins secrets. Depuis, la balle était dans le camp de Baleka Mbete, qui a attendu la veille du vote pour annoncer sa décision.

## PHILIPPINES

# Deux journalistes assassinés en deux jours

Deux journalistes ont été abattus en deux jours aux Philippines lors de deux incidents séparés, ont indiqué les autorités hier, renforçant l'image d'un pays déjà vu comme l'un des plus dangereux au monde pour les journalistes. Le présentateur Rudy Alicaway et le chroniqueur Leo Diaz sont les troisième et quatrième journalistes à avoir été tués depuis que le Président Rodrigo Duterte, très critique de la presse, est arrivé au pouvoir l'année dernière, selon Dabet Panelo, secrétaire général de l'Union nationale des journalistes des Philippines. Dans les deux cas, les victimes étaient à moto lorsque des tireurs sont arrivés par derrière sur une autre moto et les ont abattus. Les deux assassinats ont eu lieu sur l'île de Mindanao, dans le sud du pays, où des militants islamiques, des guérillas communistes et des chefs de guerre sont actifs. Leo Diaz, 60 ans, correspondant du tabloïd Balita News et chroniqueur pour un journal communautaire, a été tué lundi dans la ville de President Quirino, a déclaré Fort Yerro, consultant pour Balita. Ancien officier de police, il travaillait sur des sujets de corruption politique, de jeu illégal et de drogue, selon M. Yerro. Rudy Alicaway, qui animait une émission hebdomadaire sur la radio DXPB, a été assassiné dans la ville de Molave dimanche, selon un rapport de police. Pour Rocel Navarro, le directeur de cette station publique, il ne couvrirait pas de sujets controversés. La semaine dernière, un ancien rédacteur en chef respecté, Michael Marasigan, avait été tué dans la banlieue de la capitale Manille. Selon une étude de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) de 2016, 146 journalistes ont été tués entre 1990 et 2015 aux Philippines, classant ce pays comme le deuxième plus dangereux au monde pour les médias après l'Irak. Le Président Rodrigo Duterte, entré en fonction l'année dernière, se montre violemment critique avec les journalistes, notamment pour leur couverture de sa «guerre contre la drogue» qui a fait des milliers de morts.

«Ce n'est pas parce que vous êtes journaliste que vous êtes exempté d'assassinat, si vous êtes un fils de pute», avait-il dit peu avant son entrée en fonction. Ce commentaire avait été largement interprété comme justifiant le meurtre de journalistes, une interprétation dont il s'était ensuite défendu, niant approuver tout meurtre extrajudiciaire.

## RD CONGO

# Douze morts dans des violences à Kinshasa

**Douze personnes ont été tuées hier par des «balles perdues» dans une vague de violences à Kinshasa capitale de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué un porte-parole de la police nationale.**

«Au titre du bilan provisoire, il a malheureusement été déploré à ce stade quelques pertes en vies humaines, douze personnes fauchées par balles perdues», a déclaré Pierrot Rombaut Mwanamputu dans un flash interrompant les émissions de la télévision publique.

Des coups de feu ont été entendus hier près de la prison

centrale de Kinshasa et dans d'autres quartiers de la capitale de la République démocratique du Congo, selon plusieurs témoignages d'habitants.

Des tirs ont été entendus près de la prison de Makala, cible d'une attaque qui avait conduit à l'évasion de plus de 4 000 détenus en mai, ainsi que dans les communes de Matete et Ndjili vers l'aéroport de la mégapole de 10 millions d'habitants, selon ces témoignages. Une source de la société civile a fait état d'«au moins sept policiers» tués et de «deux assaillants tués à bout portant par les PM (police militaire). Leurs corps ont été emportés». «J'ai vu

un autre corps», sur une autre avenue du quartier de Selembao, a indiqué cette source. Des coups de feu ont également été entendus dans les quartiers populaires de Matete (centre est) et de Ndjili vers l'aéroport, selon des témoignages qui évoquent au moins cinq morts dans cette dernière commune. Des violences auraient aussi éclaté du côté de l'Université pédagogique nationale (UPN) dans la commune de Ngaliema.

Outre la prison de Makala, les commissariats de police de Limete, Matete et Kalamu, ainsi que le marché central de Kinshasa, ont été aussi attaqués ces dernières semaines.